



Déclaration liminaire de boycott

au CSA SPIP du 6 mai 2025 :

appel à mobilisation



Depuis le mois de janvier, les déclarations du Garde des Sceaux se multiplient. La dimension réhabilitatrice de la peine, pourtant au cœur du travail quotidien des personnels de l'administration pénitentiaire, est aujourd'hui totalement absente du discours politique. Pire encore, elle est régulièrement reléguée, voire dénigrée, au profit d'une vision purement sécuritaire et répressive de la justice pénale.

Depuis des mois, les décisions politiques et administratives viennent concrétiser cette orientation idéologique : réduction des activités en détention, circulaire stigmatisante concernant les personnes étrangères, multiplication des établissements de haute sécurité, renforcement des services de renseignement pénitentiaire au détriment des terrains en l'absence de création de postes ... Nous pensions avoir atteint un sommet... Mais la semaine dernière, une nouvelle déclaration du ministre a franchi un cap : proposer de faire payer aux personnes détenues leur incarcération. Une idée à la fois démagogique et profondément inique qui marque une dérive populiste inquiétante.

Quelle position claire notre administration va-t-elle tenir désormais ? Va-t-elle une fois de plus se contenter d'acquiescer aux lubies d'un ministre qui épouse chaque jour davantage les thèses les plus dures de la droite réactionnaire ? Ou saura-t-elle, enfin, défendre les fondements républicains de notre institution, et réinjecter un minimum de rationalité dans ce débat désormais gangrené par le sensationnalisme ?

Depuis trois ans, les SPIP subissent des coupes budgétaires d'une ampleur inédite et l'absence de création de postes. La priorité absolue est donnée à la sécurité, au détriment des missions d'accompagnement et d'insertion. Résultat : des postes vacants dans toutes les catégories de personnel, des agents épuisés, une perte de sens dans nos missions et une population sous main de justice en constante augmentation. Face à cela, l'administration se montre incapable de fournir la moindre réponse, ni de proposer la moindre vision d'avenir.

Il en va de même lorsqu'il est question de lutter contre la surpopulation carcérale : alors que chaque mois le nombre de personnes incarcérées atteint des records toujours plus indécents, l'inertie est à l'œuvre ... pire encore, les propositions de loi ineptes et délétères se multiplient, comme celle réinstaurant les peines de moins d'1 mois d'emprisonnement et abrogeant le principe de l'aménagement ab initio.

Dans les mois à venir, doivent s'ouvrir les États généraux des SPIP, une fois encore, dans l'opacité la plus totale. De plus, la proposition annoncée de création d'un « officier de probation » pour pallier des lacunes fantasmées dans le travail des professionnels des SPIP ne manque pas de nous questionner sur le véritable objectif de ces « Etats généraux » et la place réelle qui sera accordée en faveur des SPIP !

La CGT Insertion Probation et le SNEPAP-FSU sont consternés par la brutalité du cap suivi. Nous défendons une autre vision de la politique pénitentiaire.

Une politique pénitentiaire qui donne à ses services les moyens de fonctionner, une politique pénitentiaire qui garantit le respect de la dignité humaine des conditions de détention et des conditions de travail des personnels pénitentiaires, une politique pénitentiaire intelligente qui ne vise pas uniquement à punir et faire mal mais aussi à réhabiliter et réinsérer pour protéger efficacement le lien social et la société, une politique pénitentiaire qui ne sacrifie pas les budgets dédiés à l'insertion sur l'autel du tout sécuritaire, une politique pénitentiaire guidée non pas par les déclarations martiales, inflammables et sans effets efficaces d'un ministre en quête de destin présidentiel mais par le souci d'humanisme, de respect des missions de chacun et de qualité du service public !

Au cœur de cette période de changements radicaux de notre administration, d'annonces hebdomadaires, quelle est la place de cette instance et des représentants de la filière IP ? CSA d'avril annulé, ordres du jour indigents, 1 seule multilatérale programmée, ce vide constitue une énième preuve du peu de considération accordée aux SPIP.

Face à ce déni de considération et d'écoute, face à cette dérive politique et puisqu'il faut visiblement que l'on défende, seuls, les valeurs et les principes de notre service public, le SNEPAP-FSU et la CGT IP appellent ainsi à une journée de mobilisation des personnels exerçant en SPIP.

Parce qu'il est temps d'en finir avec le mépris. Parce que la parole des agents n'est pas anecdotique et qu'il est temps de nous faire entendre. Parce que notre service public, nos usagers et nous, professionnels, méritons mieux.

Les élu.e.s CGT IP et SNEPAP-FSU au CSA SPIP ne siégeront pas aujourd'hui mais seront au rendez-vous, partout en France, pour une journée d'information, de mobilisation et d'action.